



UNION INTERFÉDÉRALE  
DES AGENTS DE LA  
FONCTION PUBLIQUE  
FORCE OUVRIÈRE

46 rue des Petites Écuries - 75010 Paris

01 44 83 65 55

secretariat@fo-fonctionnaires.fr



Paris, le 27 août 2026

**Monsieur Sébastien LECORNU**  
Premier ministre

## Lettre ouverte au Premier ministre Sébastien LECORNU

Monsieur le Premier ministre,

L'été 2026 n'est pas encore achevé que les tragiques événements survenus ont démontré une fois de plus l'inefficacité et la dangerosité des politiques publiques menées depuis des années.

Les conséquences de la canicule qui a frappé le pays, les incendies d'une ampleur dramatique et les révélations de souffrance au travail au plus haut niveau des services de l'État ne peuvent pas être considérés comme trois épisodes isolés. Ils sont les symptômes d'un même système arrivé à un point de rupture.

Ce système, c'est celui d'un État soumis depuis des années à la loi des marchés, aux logiques d'austérité, de mise en concurrence, de réduction des effectifs, de restructurations permanentes et de soumission des services publics aux critères budgétaires. Ce n'est pas une fatalité : c'est un choix politique.

Lorsque des agents travaillent sous des températures incompatibles avec la protection de leur santé et dans des services non climatisés y compris pour accueillir les usagers, lorsque les services de secours sont envoyés au front avec des moyens insuffisants, lorsque des personnels craquent jusqu'au drame dans les lieux mêmes où se décident les politiques publiques, il ne s'agit plus seulement de dysfonctionnements administratifs. Il s'agit d'une violence sociale organisée.

La réalité est là : celles et ceux qui tiennent le pays debout sont épuisés, méprisés, invisibilisés, pendant que les gouvernements successifs continuent d'exiger toujours plus avec toujours moins. Force Ouvrière refusera toujours que les agents publics soient des variables d'ajustement budgétaire. Les services publics ne sont pas des charges comptables à réduire. À l'heure où les arbitrages du PLF 2027 se font, nous tenons à mettre en garde le gouvernement contre le maintien ou l'accentuation de cette politique d'austérité.

Pour reprendre une expression connue : *"Le service public, c'est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas"*.

Monsieur le Premier Ministre, vous avez aujourd'hui devant vous les conséquences de politiques qui ont été méthodiquement conduites depuis de nombreuses années. L'austérité tue socialement. Elle détruit les collectifs de travail, affaiblit la capacité de l'État à protéger la population et laisse les travailleuses et les travailleurs seuls face aux crises.

Face au dérèglement climatique, la réponse ne peut pas être seulement l'adaptation minimale des organisations de travail à court terme. Elle doit être la mise en place, en urgence, d'une transition écologique par une planification ambitieuse, la reconstruction massive des services publics et leur adaptation et modernisation aux températures extrêmes, l'embauche de personnels statutaires et la réouverture de capacités d'intervention territoriale.

Face à la souffrance au travail, la réponse ne peut pas être seulement la communication compassionnelle après les drames. Elle doit être la remise en cause des méthodes de management inspirées du privé, de la « *start-up nation* », des réorganisations permanentes, de la culture du chiffre et de la culpabilisation individuelle des agents.

Face aux incendies, la réponse ne peut pas être seulement l'hommage aux personnels mobilisés une fois la crise passée. Elle doit être l'investissement massif dans la prévention, la sécurité civile, les moyens matériels, les effectifs et l'aménagement du territoire, au service de l'intérêt général.

C'est pourquoi FO Fonction Publique demande l'arrêt immédiat des suppressions de postes, un plan pluriannuel de recrutement statutaire, la revalorisation générale des rémunérations, la reconnaissance de la pénibilité réelle y compris en matière de retraite anticipée, le renforcement des droits collectifs, la protection effective de la santé au travail et la mise en place d'une véritable planification publique face aux crises climatiques et sociales.

Monsieur le Premier ministre, il ne suffit plus de saluer le courage des agents publics lorsqu'ils empêchent le pays de sombrer. Il faut leur donner les moyens de vivre, de travailler, de protéger et d'exercer leurs missions sans y laisser leur santé, leur vie.

Ce que révèlent la canicule, les incendies et la souffrance au travail, c'est l'urgence d'en finir avec l'austérité et de reconstruire un État social, protecteur, démocratique, au service des travailleurs et de la population. Le moment n'est plus aux ajustements. Le moment est venu de changer profondément.

C'est pourquoi FO Fonction publique exige l'ouverture de réelles négociations sur la base de nos revendications afin que chaque agent puisse vivre dignement de son travail et que chaque usager bénéficie du meilleur service rendu.

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes.

Christian GROLIER  
Secrétaire général